Entretien

Institut EGA

Israël après le 7 octobre : recomposition du paysage politique et perspectives géopolitiques

Avec Sylvaine Bulle, professeure de sociologie rattachée à l'EHESS, autrice de *Israël après le 7 octobre*, PUF, 2026.

Propos recueillis par Manon Negrus, directrice du département Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient de l'Institut d'études de géopolitique appliquée.

Institut d'études de géopolitique appliquée

Fondé en 2015, l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un *think tank* reconnu en France pour son expertise dans l'analyse des relations internationales, des enjeux géopolitiques et des dynamiques diplomatiques contemporaines.

Organisme d'intérêt général, l'Iega se consacre à la production d'analyses rigoureuses, à l'information du public, ainsi qu'à la formation et au conseil auprès d'acteurs publics et privés, incluant les milieux économiques, institutionnels et diplomatiques. Animé par une exigence d'indépendance intellectuelle et de rigueur analytique, l'Iega poursuit l'ambition de fédérer la société civile, les décideurs institutionnels et la communauté scientifique autour des grands enjeux géopolitiques.

Au lendemain du 7 octobre, Israël demeure confronté à de profondes fractures politiques, sociales et identitaires, tandis que la poursuite des conflits régionaux interroge son avenir stratégique et diplomatique. Les dernières élections législatives ont confirmé la polarisation de la société israélienne, entre une droite nationaliste attachée à la primauté des impératifs sécuritaires et un bloc du changement qui entend restaurer les institutions démocratiques et l'État de droit.

Dans cet entretien, Sylvaine Bulle, professeure de sociologie rattachée à l'EHESS et autrice de *Israël après le 7 octobre* (PUF, 2026), analyse les recompositions du paysage politique israélien et les lignes de fracture qui traversent la société. Elle revient notamment sur la progression des partis arabes, la place des citoyens palestiniens dans la vie politique nationale et les tensions autour de la conscription des ultra-orthodoxes, autant de questions qui interrogent les fondements du modèle politique israélien.

L'entretien examine également les perspectives géopolitiques du pays : confrontation avec l'Iran, maintien des fronts militaires, avenir de Gaza et possibilité d'une relance des processus de normalisation avec les États arabes. Entre impératifs sécuritaires, fragilisation démocratique et recomposition des équilibres régionaux, se pose une question centrale : quel avenir pour Israël et pour le projet d'un sionisme démocratique dans un Moyen-Orient durablement instable ?

© Institut d'études de géopolitique appliquée

Benjamin Netanyahou est arrivé en tête des élections législatives avec 53 sièges, contre 48 pour Gadi Eisenkot. À première vue, ces résultats peuvent surprendre, dans la mesure où l'on pouvait s'attendre à un vote sanction contre le Premier ministre sortant, à la suite des massacres du 7 octobre. Quels enseignements tirez-vous de ce scrutin ?

Il faut d'abord souligner que les résultats des élections du 27 octobre dernier (53 sièges pour la coalition actuelle de Netanyahou, 48 pour le bloc du changement porté par Gadi Eisenkot et 19 sièges pour les « partis arabes ») ne sont pas surprenants. La droite progresse en nombre de voix, mais pas en nombre de sièges, en raison de la forte participation (80 %), notamment des Palestiniens et des Arabes (Druzes, Bédouins). Ce résultat montre la place de la question sécuritaire, interne et externe, en Israël, ainsi que la persistance de la peur d'une attaque extérieure, peur alimentée par l'ancienne coalition, de telle sorte que le besoin de sécurité l'emporte sur toute autre considération. Les électeurs juifs israéliens se sont montrés imperturbables face à cette préoccupation sécuritaire, que Netanyahou a qualifiée d'existentielle.

L'électorat traditionnel (centre et droite) reste, dans une proportion importante, attaché à Netanyahou. Eisenkot et son bloc du changement, qui semblaient offrir à l'électorat la figure rassurante d'un ancien chef d'état-major, ni de droite ni de gauche, attaché au bien public, ne sont pas parvenus à effacer Netanyahou du jeu, même si leur bloc dispose d'une majorité.

Le résultat des élections montre une division assez figée entre les pro-Netanyahou et les anti-Netanyahou, qui reflète un clivage entre les partisans de la guerre et les partisans de la démocratie. Ces derniers défendent un État sioniste ouvert ou souhaitent sauver l'État de droit, notamment en demandant l'ouverture de différentes enquêtes internes. À ce jour, aucun gouvernement n'est formé, mais l'ouverture d'une commission d'enquête sur le 7 octobre, demandée par le bloc du changement d'Eisenkot, qui siège depuis le 10 octobre, est approuvée par les « partis arabes », le Parti démocrate et les partis traditionnels opposés à Netanyahou. Il n'est pas certain que ce consensus permette de tourner la page du 7 octobre et de dépasser le traumatisme. Mais la démarche est symboliquement importante.



Ensuite, le résultat reflète de réelles divisions politiques quant au devenir du sionisme, avec une bataille culturelle entre un sionisme fermé et le sionisme originel des pères de la nation. Ce sont deux camps séparés et fracturés qui se sont substitués aux blocs classiques (gauche-droite). L'électorat du Likoud, formé des populations des classes moyennes et populaires des périphéries et des colonies, représente une vision nationaliste et autoritaire. Les très bons résultats du Likoud dans le nord du pays, à la frontière avec le Liban, ou dans les villes situées à la frontière de Gaza le montrent. L'électorat du bloc d'Eisenkot est davantage porté sur la sauvegarde des institutions démocratiques et des contre-pouvoirs, amoindris depuis quinze ans. Cet électorat, fort de 48 sièges, est sioniste tout en étant ouvert aux droits de l'homme et à l'intégration régionale, mais reste attaché à la défense de l'identité nationale.

Au fond, les premières élections postérieures au 7 octobre renforcent le poids concomitant de ces deux lignes, mais montrent que le 7 octobre n'est pas terminé, d'autant que, parmi les 120 membres élus à la Knesset, huit sont des parents d'otages ou de soldats décédés à Gaza et que l'assemblée compte de nombreux réservistes élus.

Le bloc centriste de Gadi Eisenkot talonne le Likoud avec 48 sièges. En tant que sociologue, comment caractérisez-vous ce « nouveau centre » israélien ? Partage-t-il la même doctrine sécuritaire que le Likoud ?

Le statut du général Eisenkot, ses états de service, son capital militaire et son implication dans la mise en œuvre de la doctrine Dahiya, fondée sur l'usage disproportionné de la force au Liban, lui confèrent une certaine proximité avec les gouvernements actuels et passés en matière de gestion militaire et de conduite de la guerre (Eisenkot a fait partie du cabinet de guerre du gouvernement Netanyahou en 2023 et 2024). C'est la raison pour laquelle son adhésion à une forme de sionisme sécuritaire (donnant la priorité à la défense de la nation sur celle de la démocratie et de la diversité) lui permet de nouer des alliances à géométrie variable avec tous les autres partis (sauf la Liste commune des partis palestiniens) qui partagent une vision nationaliste. Mais la position d'Eisenkot est également morale et éthique, avec le souci de l'intérêt général, du respect des institutions et du droit, qui permettrait de ramener Israël dans une trajectoire acceptable pour la communauté et l'opinion internationales, notamment. Il est paradoxal de constater que ce souci des institutions soit devenu une nouveauté ou une originalité, alors qu'il révèle les durcissements d'un sionisme de la force, illibéral, dans lequel Israël a glissé depuis une décennie, et surtout depuis 2023.

Le centre se distingue donc par la promesse d'un contrat moral et commun reposant sur un retour à un État de droit et à une égalité minimale, au-delà d'une politique du dégagisme. Cela suffit pour nouer des alliances baroques, auxquelles le système israélien est habitué, sans avoir à le réformer. Les blocs politiques apparaissent interchangeables : Liberman (droite laïque et nationaliste) peut faire alliance avec les Démocrates et les partis religieux, dès lors que cela permet de ne pas donner de place aux « partis arabes ». Lapid (centre droit laïque), qui n'est pas opposé à ces derniers, peut, lui, accepter de faire alliance avec le Likoud. Cette plasticité montre la fragilité du système électoral, reposant sur les intérêts sectoriels des électeurs et des partis. Le vote israélien est le plus souvent structuré par des appartenances identitaires. Les appartenances (laïque, religieuse, haredi, sioniste religieuse, arabe, ethnique, place de la famille et des cercles ayant historiquement voté Likoud ou travailliste, etc.) jouent un rôle important dans le vote et peuvent parfois peser davantage que les positions des partis sur les différents sujets. On vote davantage pour son ethnie, sa religion, son origine que pour un bien commun. Si Israël est une démocratie formelle, ce n'est pas une république susceptible de définir un bien commun. Le bien commun en Israël se limite à la sécurité et à la religion.

Ce scrutin se traduit également par un score historique des partis arabes, qui obtiennent 19 sièges, contre 10 lors des précédentes élections. On estime par ailleurs que 80 % des citoyens arabes israéliens ont pris part à ce scrutin, d'une importance capitale. Comment interprétez-vous ce résultat et cette forte mobilisation électorale ? Est-il susceptible d'insuffler une nouvelle dynamique à la vie politique israélienne ?

800 000 citoyens palestiniens d'Israël, Bédouins et Druzes, ont voté. 37 % des voix sont allées à la Liste arabe unifiée (Ra'am), un parti islamiste qui obtient huit sièges, et 51 % à la Liste commune, qui réunit des communistes non sionistes, des libéraux de gauche et des indépendants (Hadash, Tal, Balad), qui obtient onze sièges. Dix-neuf sièges sur les 120 que compte la Knesset reviennent donc aux partis asionistes ou non sionistes d'Israël, qui comptent toutefois des représentants juifs, bien élus sur des listes à dominante palestinienne-arabe. Il est remarquable qu'un parti comme Ra'am (huit sièges) reprenne la stratégie des partis ultra-orthodoxes, qui est celle de l'entrisme et du clientélisme à géométrie variable.

La participation des Palestiniens et des minorités arabes, tout comme le nombre de sièges obtenus, a été soulignée comme l'élément fort de ces élections. La forte participation des Palestiniens, des Bédouins et des Druzes est d'abord une réaction à la politique menée par le ministre de l'Intérieur (Itamar Ben Gvir) depuis dix ans, marquée par un accroissement des injustices, une absence de criminalisation des exactions commises contre les Palestiniens en Cisjordanie, l'armement des milices pour entrer en conflit avec des Palestiniens, ainsi que la possibilité pour les colons de porter des armes en Cisjordanie et à Jérusalem, mais également en Israël. Les électeurs palestiniens expriment également leur solidarité avec les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. L'autre facteur de participation et de succès est la nécessité de lutter contre la criminalité dans les villes palestiniennes d'Israël et les villes mixtes, délaissées par les pouvoirs publics. Notons que, sur ces questions, la Liste commune a recueilli des suffrages juifs, notamment ceux d'intellectuels urbains de gauche.

Le poids acquis par les « partis arabes » (et notamment Ra'am) implique qu'ils ne peuvent plus être une variable d'ajustement dans la composition du gouvernement, comme cela a été le cas par le passé. Des députés arabes ont ainsi pu voter des lois contre la loi sur la conscription, par exemple, en s'alliant avec les partis sionistes religieux.

À l'issue de cette dernière élection, ils vont davantage peser dans la finalisation ou non de différentes options gouvernementales : l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire impulsé par le Bloc du changement ou celle d'un gouvernement d'union nationale sans la présence de Netanyahou, mais avec le Likoud.

Leur rôle politique ira sans doute au-delà du « dégagisme » et de l'entrisme, et exprimera de véritables choix en faveur ou contre la participation à un gouvernement. La traduction des élections et des scénarios qui vont se dégager constitue donc un quasi-référendum sur la place des Palestiniens. Les Israéliens juifs et les Palestiniens peuvent-ils se reconnaître mutuellement ? Alors que la participation à la vie économique des Palestiniens d'Israël ne fait pas de doute, leur citoyenneté nationale peut-elle être reconnue ? Les Palestiniens eux-mêmes sont-ils prêts à participer davantage aux institutions nationales ? L'enjeu est de taille pour la survie du sionisme démocratique et pour celle des Palestiniens dans un État de droit.

La société juive israélienne, surtout depuis que la droite est au pouvoir avec le soutien de l'extrême droite, confirme sans cesse que les Palestiniens ne font pas réellement partie d'Israël (comme le montre l'ostracisme, voire le racisme, des médias). Cette ostracisation, souvent raciste, est liée au traumatisme du 7 octobre, dans la mesure où chaque Palestinien est symboliquement identifié aux massacres. Il est considéré par la droite suprématiste comme un ennemi de l'intérieur, voulant la destruction d'Israël.

Le traitement des Palestiniens dans l'espace public et dans la décision publique diffère sensiblement de celui réservé à la société haredi, elle-même ostracisée et qui apparaît à une grande majorité de Juifs israéliens comme néfaste à la vie commune. Mais sa participation à la sphère de la décision politique est acceptée. En revanche, pour une grande partie de l'opinion, il existera toujours un soupçon d'illégitimité vis-à-vis d'une coalition gouvernementale où siégeraient les Palestiniens d'Israël. Pourtant, le bloc du changement et d'opposition à la droite nationaliste alliée à l'extrême droite devra, d'une manière ou d'une autre, inclure les « partis arabes » (qualifiés de terroristes et d'islamistes par Netanyahou) pour gouverner.

Les Palestiniens eux-mêmes ont des positions différentes quant à leur place dans la société israélienne. La troisième génération (née après la seconde Intifada) est davantage « palestinisée » que ses parents, nés après 1948, qui sont « israélisés ». Ces derniers ont adhéré aux votes des partis « arabes », ont connu une ascension sociale, à l'image des médecins et des pharmaciens, et ont adhéré à l'État israélien. La jeune génération, de très haut niveau éducatif, se caractérise par une critique d'Israël, de la colonisation et de la guerre de Gaza, par la condamnation des partis « génocidaires » ou encore par sa culture anticoloniale.

Cette évolution manifeste un refus de l'intégration nationale et de la dilution de l'identité palestinienne (accélérée par le libéralisme économique), mais également un échec de l'assimilation et de l'égalité portées par l'État-nation « juif et démocratique » originel, de 1948 aux années 2000.

Le conflit de loyauté politique sera le principal problème auquel les Palestiniens israéliens devront faire face, avec le risque d'être accusés de trahison par les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza s'ils entraient dans un gouvernement, ou, inversement, avec le risque d'un repli sur l'identité palestinienne, malmenée et isolée, s'ils refusaient. L'enjeu est de taille pour les Palestiniens, qui devront se positionner sur leur devenir identitaire.

La question de la conscription des Haredim, exacerbée par les besoins militaires liés à la guerre sur plusieurs fronts, menace directement l'unité de la société israélienne. Elle cristallise une fracture entre les citoyens mobilisés et ceux qui bénéficient d'une exemption du service militaire. Ce sujet constitue ainsi un point de rupture politique majeur, susceptible de déstabiliser les équilibres gouvernementaux. En tant que sociologue, quelles perspectives envisagez-vous pour résoudre cette problématique qui semble, à première vue, inextricable ?

Il s'agit d'un pivot de l'architecture institutionnelle : les partis ultra-orthodoxes ont une plasticité politique et une stratégie électoraliste opportuniste, quel que soit leur rapport au sionisme. La participation des Haredim est une charnière dans toutes les élections ; elle est nécessaire à la formalisation des alliances. L'élection a montré la stratégie des partis orthodoxes Yahadout HaTorah et Shas, membres du bloc de Netanyahou, mais qui veulent se dissocier de l'actuelle coalition en ouvrant la porte à un éventuel ralliement de l'un d'entre eux au bloc du changement. Cela pourrait concerner le parti Yahadout HaTorah, qui apporterait un soutien, même externe, à un gouvernement minoritaire d'Eisenkot, en ne s'y opposant pas, en échange d'un accord sur le sujet sensible du recrutement des jeunes étudiants des yeshivot dans l'armée.

Si un accord n'est pas trouvé avec les ultra-orthodoxes, il existe un risque de ne pas parvenir à former un gouvernement. Il s'agit ici d'un autre paradoxe : l'opinion publique est hostile aux Haredim en raison de leur antisionisme, de leur poids financier dans le budget de la nation (bourses, aides, logement) et de leur défection militaire.

© Institut d'études de géopolitique appliquée

L'enjeu de la conscription, au regard de la menace et du sacrifice, fait consensus, mais les partis représentant les ultra-orthodoxes sont politiquement en mesure d'opposer un rapport de force.

Cependant, les partis ultra-orthodoxes ont perdu des électeurs et des électrices parmi les jeunes générations, qui demandent une ouverture sur le monde séculier : accès aux savoirs modernes et aux réseaux sociaux, travail des femmes.

La guerre se prolonge aujourd'hui sur plusieurs fronts au Moyen-Orient. Comment la société israélienne parvient-elle à composer, sur le long terme, avec des objectifs militaires régulièrement redéfinis par l'exécutif : destruction du Hamas, sécurisation du front nord et confrontation avec l'Iran ?

Israël ne compose pas avec la question extérieure. L'environnement direct (Iran, Hezbollah, Hamas) ne peut être pensé autrement que comme une menace. L'impuissance à penser la paix et, par conséquent, la persistance à penser la guerre sont consubstantielles à la vie politique, mais également à la survie du pays.

Pour l'opinion publique, les guerres menées depuis 2023 et leur coût ne constituent pas un élément de débat. La résistance à la destruction d'Israël (voire des Juifs) est le vecteur unificateur d'une société qui est vulnérable, mais également consciente de l'incertitude quant à l'avenir d'Israël. Si Eisenkot parvient à former un gouvernement et à réunir une majorité législative, la ligne adoptée jusqu'ici sera sans doute reconduite : bande de sécurité au nord et au sud, maintien des troupes, pression constante sur l'Iran. Le devenir du sud du Liban et de la frontière avec Gaza est avant tout une question militaire, le Hamas et le Hezbollah demeurant des ennemis visibles et invisibles, même s'ils sont tenus à distance.

Eisenkot n'entend mener aucune négociation avec l'Iran, et le Hezbollah n'a pas précisé comment il comptait relancer le projet de cessez-le-feu avec le Liban, alors qu'il est partisan d'un dialogue avec ce voisin, parallèlement au maintien d'une ligne sécuritaire ferme.

Malgré l'instabilité régionale, les frappes contre l'Iran et le coût humain de la guerre, les canaux diplomatiques avec certains pays arabes, notamment l'Égypte et les Émirats arabes unis, ne sont pas totalement rompus.

Selon vos observations, la normalisation des relations régionales est-elle définitivement compromise par le conflit actuel ou demeure-t-elle, aux yeux des cercles pragmatiques israéliens, une perspective essentielle pour sortir de l'isolement diplomatique ?

Les accords d'Abraham (suspendus aujourd'hui) ont rencontré un vif succès auprès des diplomates et des entreprises israéliennes. Le libéralisme économique, partagé par tous les pays de la région, est une « arme » de paix qui permet d'asseoir des partenariats variés (environnement, technologies, renseignement, défense). La coopération économique, fût-elle capitaliste, est le seul espoir de rapprochement entre les Israéliens, isolés, et les pays arabes, notamment face à l'Iran. De nombreux points communs existent dans le libre-échange et l'ultralibéralisme de ces pays. La question environnementale, qui fédère des intérêts et des préoccupations communes, demeure un facteur de rapprochement. Avec le Liban, Israël partage la question de la représentation des minorités.

Le projet de « Sparte juive » ne peut survivre dans l'isolement international qu'Eisenkot cherchera à limiter. Le chef de la majorité est favorable à un dialogue régional et à une ouverture vers un cycle de négociations prolongeant les accords d'Abraham. Il souhaite normaliser les relations avec l'Arabie saoudite, pays attaché à la question palestinienne. Eisenkot a porté, au stade de la campagne, la proposition d'une mini-OTAN régionale. Si cette ligne d'ouverture économique et diplomatique était consolidée dans un projet gouvernemental, elle serait porteuse d'une nouvelle configuration régionale. La voix américaine, quant à elle, pèse de tout son poids, en dépit du recul probable de l'aide financière et du retournement de l'opinion publique.

Question 7 : La confrontation directe avec Téhéran est devenue un argument central du débat politique intérieur. D'un côté, Benjamin Netanyahou défend une ligne offensive maximale ; de l'autre, son rival Gadi Eisenkot semble privilégier une approche davantage axée sur la désescalade. Comment cette divergence stratégique autour de la question de l'« ennemi existentiel » iranien se traduit-elle dans l'opinion publique ? L'Iran est-il devenu un instrument de polarisation politique intérieure ou demeure-t-il un facteur de rassemblement pour la société israélienne ?

La sagesse d'Eisenkot sur l'Iran est un point à souligner, car, en s'opposant à toute nouvelle intervention militaire, il apporte une rationalité au débat dont Israël a besoin, là où Netanyahou ne fait qu'agiter la menace d'une nouvelle guerre. Cette position ne permet pas de calmer la peur et la haine omniprésentes à l'égard de l'Iran, mais elle permet d'introduire du réalisme dans la vie politique et dans l'espace public et, en d'autres termes, de dégonfler la violence du débat et la fébrilité de l'opinion publique.

© Institut d'études de géopolitique appliquée

Cette démarche réaliste, fondée sur une perspective globale (réouverture dans la région, recherche de partenaires), alors que les Israéliens sont solidaires dans la peur et face à la menace, aurait immédiatement des effets psychologiques et économiques. Israël est un pays où la vie quotidienne n'est jamais dissociée des temporalités de la guerre et des menaces, qui constituent des nuages permanents.

Face à l'impasse politique actuelle, quels scénarios sont envisagés pour la gouvernance de Gaza ?

Une intervention moyen-orientale et non occidentale serait sans doute la position raisonnable. L'échec des accords d'Oslo montre que l'occidentalisme a ses limites et n'apparaît pas crédible en Israël, d'autant que l'Europe apparaît, pour la droite, comme un ennemi. Oslo a ravivé l'image d'un Occident interventionniste au nom de l'humanisme.

Mais, en l'absence de régulations internationales, la reconstruction de Gaza ou la recherche d'une gouvernance réactiveraient le risque de voir l'enclave être dévorée par un projet commercial mondial, à vocation économique, à l'image de celui que souhaitent les acteurs et les États néolibéraux et libertariens américains. Gaza risque de devenir une zone franchisée sans démocratie, placée sous le contrôle d'États riches, en l'occurrence ceux du Golfe.

Qu'elle soit placée sous contrôle international ou non, cette gouvernance devrait être définie par les Palestiniens eux-mêmes. L'Égypte, la Jordanie, le Qatar et les pays du Golfe sont-ils à même de les y aider ?